



REGLEMENT DE CONSULTATION

n° B24-04099-FL

Prestations de support et de maintenance préventive, corrective, adaptative et évolutive des applications de supervision du site du CEA Grenoble (Isère) et de l'INES (Institut National de l'Energie Solaire) situé au Bourget du Lac (Savoie)

Les principales dates de la procédure sont les suivantes :

Etapes de la procédure	Calendrier (date limite)
Date limite des questions des candidats	Le 11 juin 2025
Date limite de remise des candidatures	Le 25 juin 2025 avant 16h00
Date limite d'envoi des questions du CEA sur les candidatures	Le 27 juin 2025 (à titre prévisionnel)
Date limite de réponse des sociétés	Le 3 juillet 2025 (à titre prévisionnel)
Date d'envoi des courriers aux candidats non retenus et de l'invitation à soumissionnaire aux candidats retenus	Le 4 juillet 2025 (à titre prévisionnel)
Date de la visite sur site (obligatoire)	Le 17 juillet 2025 (à titre prévisionnel)
Date limite de remise des offres pour les candidats retenus	Le 4 août 2025 (à titre prévisionnel)

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET	3
ARTICLE 2 - DOCUMENTS APPLICABLES A LA CONSULTATION	3
2.1 - DISPOSITIONS GENERALES.....	3
2.2 - INFORMATIONS OU SUPPORTS SENSIBLES	4
2.3 - DISPOSITIONS RELATIVES AUX MARCHES CLASSIFIES.....	4
ARTICLE 3 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION	5
3.1 - PROCEDURE	5
3.1.1 - <i>Généralités</i>	5
3.1.2 - <i>Groupement momentané d'entreprises</i>	5
3.1.3 - <i>Variantes</i>	6
UNE REPONSE ECRITE DE LA PART DU CEA SERA FOURNIE A TOUS LES SOUMISSIONNAIRES.	6
3.2 - SOUS-TRAITANCE	6
3.3 - CONFIDENTIALITE	6
3.4 - VALIDITE DES OFFRES.....	6
3.5 - UTILISATION DE LA PLATEFORME DE DEMATERIALISATION DU CEA (PLACE)	7
ARTICLE 4 - PRESENTATION DE DE LA CANDIDATURE ET DE L'OFFRE	7
4.1 - DOSSIER « CANDIDATURE » :.....	7
4.2 - DOSSIER « OFFRE ».....	8
ARTICLE 5 - REMISE DES CANDIDATURES	9
5.1 - DATE LIMITE DE REMISE DES CANDIDATURES.....	9
5.2 - FORME DE REMISE DES CANDIDATURES	9
5.2.1 - <i>Version dématérialisée</i>	9
ARTICLE 6 - SELECTION DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES	9
6.1 - SELECTION DES CANDIDATURES	9
6.2 - CRITERES D'ATTRIBUTION	10
ARTICLE 7 - DOCUMENTS RELATIFS AU RESPECT DE LA REGLEMENTATION FISCALE ET SOCIALE A FOURNIR PAR LES CANDIDATS ADMIS A SOUMISSIONNER OU PARTICIPER AU DIALOGUE	10
ARTICLE 8 - RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES.....	10
8.1 - INTERLOCUTEURS TECHNIQUES.....	10
8.2 - INTERLOCUTEURS COMMERCIAUX.....	11
ARTICLE 9 - SUIVI DES FOURNISSEURS.....	11

ARTICLE 1 - OBJET

1.1 - Objet

Le présent règlement de consultation a pour objet de définir les conditions de la consultation relative aux **prestations de support et de maintenance préventive, corrective, adaptative et évolutive des applications de supervision du site du CEA Grenoble (Isère) et de l'INES (Institut National de l'Energie Solaire) situé au Bourget du Lac (Savoie)..**

Le soumissionnaire retenu à l'issue de la procédure pour les prestations définies dans le présent règlement sera titulaire d'un marché mis en place par le CEA.

1.2 - Non allotissement

L'objet du marché ne permet pas l'identification de prestations distinctes et ne peut donc pas faire l'objet d'un allotissement conformément à l'article L2113-10 du code de la commande publique.

ARTICLE 2 - DOCUMENTS APPLICABLES A LA CONSULTATION

2.1 - Dispositions générales

La présente procédure est régie, par ordre de priorité décroissant, par les documents suivants :

- les prescriptions de Sécurité et leurs annexes (référentiels correspondants) ;
- les dispositions particulières fixées dans le présent règlement de consultation,
- les prescriptions techniques et leurs annexes (cahier des charges référencé DG-CEAGRE-DPEI-STIC-25-03-000503 ind 0 en date du 18/02/25),
- le projet de marché référencé B24-04099-FL,
- les règles applicables aux Entreprises Extérieures (Titulaires ou sous-traitants de marchés), indice A et le règlement intérieur ;
- les Conditions Générales d'Achat (CGA) du CEA (édition de janvier 2022) ;
- le Cahier des Clauses Sociales Particulières (C2SP)
- les documents normatifs (normes, documents techniques unifiés, etc.) ;

Le soumissionnaire reconnaît expressément avoir pris connaissance de ces documents et les avoir acceptés.

Les conditions générales de vente du soumissionnaire, hormis celles issues de dispositions légales impératives, sont inopposables au CEA quelle qu'en soit la forme.

Les Conditions Générales d'Achat du CEA (édition de janvier 2022) peuvent être adressées aux soumissionnaires sur simple demande.

Les annexes suivantes font partie intégrante du présent règlement de consultation :

- Annexe 1 : Dématérialisation de la procédure
- Annexe 2 : Attestation de visite
- Annexe 3: Règles applicables aux Entreprises Extérieures (Titulaires ou sous-traitants de marchés)
- Annexe 4 : le Cahier des Clauses Sociales Particulières (C2SP),
- Annexe 5 : Protection de l'information de diffusion restreinte - règles de sécurité informatique.

2.2 - Informations ou supports sensibles

En application de l'article R2132-5 du code de la commande publique, afin de protéger la confidentialité de certaines informations, certains documents de la consultation seront mis à disposition des seuls candidats admis à soumissionner.

Le **cahier des charges définitif** (qui sera transmis dans un 2^{ème} temps, en phase offre, pour les candidats retenus à l'issu de la phase de candidature) et le **Plan Contractuel de Sécurité** contiennent des informations sensibles et font l'objet d'une mention particulière « **Diffusion Restreinte** » visant à garantir leur confidentialité. Afin de permettre l'envoi de ces documents (en phase offre, pour les candidats retenus à l'issu de la phase de candidature) sous format informatique via la plateforme PLACE, les candidats doivent retourner à l'appui de leur candidature le document « **Protection de l'information de diffusion restreinte - règles de sécurité informatique** » dûment signé (cf annexe n°5 du règlement de consultation). Dans le cas contraire, les documents sensibles ne pourront pas faire l'objet d'un envoi électronique et seront adressés sous format papier uniquement par courrier suivant les dispositions de l'annexe 3 de l'IGI 1300 du 13.11.2020.

2.3 - Dispositions relatives aux marchés classifiés

Le marché objet du présent règlement de consultation est un marché **classifié de niveau Secret** au sens de la réglementation sur la protection du secret de la défense nationale.

Les candidats doivent impérativement fournir une attestation d'une décision d'habilitation au niveau requis en cours de validité :

- **Soit en version papier** : l'exemplaire original du document doit être envoyé sous pli confidentiel en indiquant la référence suivante :

« *Procédure B24-04099-FL – Candidature maintenance logiciel de supervision du CEA Grenoble* » aux coordonnées suivantes :

Monsieur l'Officier de Sécurité - Bâtiment B
17 avenue des Martyrs - 38054 GRENOBLE Cedex 9

avant la date de remise des candidatures figurant à la rubrique 5.1 ci-après.

- **Soit en version informatique** : le document doit être transmis aux adresses mails suivantes : sonia.pinel@cea.fr et thierry.robby@cea.fr

Attention : le document doit être transmis dans un conteneur crypté (conteneur « ZoneCentral » transmis sur demande auprès du Service des Marchés et Achats).

avant la date de remise des candidatures figurant à la rubrique 5.1 ci-après.

Les mêmes démarches doivent être engagées pour les entreprises associées, en cas de candidature en Groupement Momentané d'Entreprises ou de sous-traitants pressentis par les candidats audit marché.

Si le candidat n'a pas fourni une attestation d'habilitation de niveau Secret en cours de validité au stade de la phase de candidature, sa candidature sera écartée.

ARTICLE 3 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION

3.1 - Procédure

3.1.1 - Généralités

La procédure retenue est une **procédure d'appel d'offres restreint**.

La procédure se décompose en deux phases ;

- **une phase de remise des candidatures** au terme de laquelle les candidats admis à présenter une offre seront sélectionnés ;
- **une phase de remise d'offres** au terme de laquelle un soumissionnaire sera retenu par le CEA.

La participation des candidats à la présente consultation emporte leur pleine acceptation sur cette procédure.

Si vous n'avez pas la possibilité de soumissionner, vous voudrez bien nous l'indiquer rapidement.

Votre entreprise n'aura droit à aucune indemnité pour les études et frais divers qu'elle aura engagés pour la préparation de l'offre.

Sans que sa responsabilité ne puisse être engagée, le CEA se réserve la possibilité :

- de déclarer infructueuse la consultation s'il n'a obtenu aucune offre ou uniquement des offres irrégulières, inacceptables ou inappropriées au sens des articles L2152-2 à L2152-4 du Code de la commande publique,
- de ne pas donner suite à la consultation,
- de ne pas donner suite au projet après le dépouillement des offres dont il garantit le caractère confidentiel en toute hypothèse.

Le CEA se réserve le droit d'apporter, au plus tard six (6) jours avant la date limite de remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation.

Les soumissionnaires doivent alors répondre sur la base du dossier de consultation modifié, sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si pendant l'étude du dossier par les soumissionnaires, la date limite de remise des offres était reportée, la disposition précédente serait applicable en fonction de cette nouvelle date.

Les conditions d'exécution du marché CEA et les différentes dispositions applicables font l'objet d'un projet de marché joint au dossier de consultation. Ledit projet, dont les dispositions financières seront à préciser, correspond au document qui sera proposé à la signature de l'entreprise retenue, sous réserve de modifications mineures de mise au point du marché.

3.1.2 - Groupement momentané d'entreprises

Seules les candidatures des groupements momentanés d'entreprises déclarés au stade de la candidature sont recevables. La constitution du groupement ne peut pas être modifiée en cours de procédure.

En cas de groupement momentané d'entreprises, celui-ci peut être solidaire ou conjoint. Si le groupement est conjoint, le mandataire doit être solidaire de ses cotraitants.

Il est interdit de cumuler les candidatures :

- en qualité de candidat individuel et de membre d'un ou plusieurs groupements ;
- en qualité de membre de plusieurs groupements.

3.1.3 - Variantes

Les soumissionnaires sont tenus de remettre impérativement une offre conforme au Dossier de Consultation des Entreprises (offre de base).

Le CEA n'autorise pas la présentation de variantes en sus de l'offre de base.

3.3 - Questions des candidats

Les questions éventuelles des candidats doivent être communiquées par écrit et transmises via la plateforme de dématérialisation des procédures de passation des marchés du CEA (PLACE) au plus tard **le 11 juin 2025**.

La plateforme de dématérialisation des procédures de passation des marchés du CEA est accessible sur l'URL suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>

Les dispositions à suivre sont indiquées dans l'annexe 1 du présent règlement de consultation.

Une réponse écrite de la part du CEA sera fournie à tous les soumissionnaires.

3.2 - Sous-traitance

Les soumissionnaires sont informés de ce que l'activité qu'ils confieraient à un sous-traitant, après accord exprès, préalable et écrit du CEA, ne pourra pas être sous-traitée par le sous-traitant, sauf dérogation exceptionnelle accordée par le CEA.

Si le soumissionnaire envisage de sous-traiter une partie de la prestation, il devra faire connaître, lors de sa soumission, l'identité, l'adresse de son (ses) sous-traitant(s) et la nature des parties sous-traitées. Les sous-traitants pourront également être déclarés en cours d'exécution du marché. Le recours à la sous-traitance sera effectué dans le cadre de la loi 75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée.

Le CEA se réserve le droit de demander la communication du (des) contrat(s) de sous-traitance ou (et) de ne pas accepter un (des) sous-traitant(s) proposé(s).

Le soumissionnaire présentera obligatoirement le(s) sous-traitant(s) à l'acceptation du CEA en remettant le formulaire de demande d'acceptation de sous-traitant annexé au projet de marché.

Le soumissionnaire devra en outre respecter les dispositions du projet de marché relatives à la protection du secret de la défense nationale.

3.3 - Confidentialité

Les obligations en matière de confidentialité sont régies par l'article 11 des Conditions Générales d'Achat du CEA et par les dispositions du projet de marché relatives à la protection du secret de la défense nationale.

Les sociétés consultées ne doivent pas utiliser ou transmettre des informations issues de la présente consultation à des tiers dans un but autre que celui de répondre à la présente consultation.

Le soumissionnaire s'engage à ne jamais communiquer ou publier en France ou à l'étranger, sans l'autorisation préalable et écrite du CEA, les résultats des études auxquelles auront pris part ses salariés, ainsi que les renseignements de toute nature dont ils auront eu connaissance à l'occasion de la présente consultation et notamment les informations relatives aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE).

Le soumissionnaire doit préciser quelles sont les informations confidentielles contenues dans son offre. Il précise l'usage qui peut en être fait, la durée de l'obligation de confidentialité, les personnes tenues au secret et les personnes auxquelles l'information ne doit pas être transmise.

3.4 - Validité des offres

Les offres demeurent valables pendant une durée de **quatre mois** à compter de leur date limite de remise.

3.5 - Utilisation de la plateforme de dématérialisation du CEA (PLACE)

Les modalités d'utilisation de la plateforme de dématérialisation figurent à l'annexe 1 du présent règlement de consultation.

ARTICLE 4 - PRESENTATION DE LA CANDIDATURE ET DE L'OFFRE

Le dossier de l'offre doit être composé impérativement des éléments suivants :

4.1 - Dossier « Candidature » :

Le dossier de candidature doit être composé impérativement des éléments suivants :

- le formulaire **DC1** (Lettre de candidature et habilitation du mandataire par ses cotraitants) ou une lettre de candidature signée par une personne habilitée à engager le candidat ou habilitant le mandataire d'un groupement à représenter le groupement accompagnée d'une attestation sur l'honneur contenant l'ensemble des informations demandées à la page 3 de ce formulaire ;

Si un dossier de candidature complet a déjà été transmis au CEA Grenoble dans le cadre d'une procédure antérieure de l'année en cours, seul le DC1 est suffisant pour faire acte de candidature à condition de préciser la référence de la procédure antérieure concernée et de confirmer que les documents sont toujours valables. Le DC1 doit être complété, si nécessaire, par les nouveaux documents et/ou ceux à mettre à jour.

- le formulaire **DC2** (Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement) (ou équivalent) ;
- ou un document unique de marché européen (**DUME**) disponible sur <https://ec.europa.eu/tools/espd/filter?lang=fr>

Ces formulaires sont disponibles sur le site Internet suivant :

<http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-marches-publics>

- **L'annexe n°5 du règlement de consultation « Protection de l'information de diffusion restreinte - règles de sécurité informatique »** complétée et signée par le représentant de la société dûment habilité à signer (pouvoir du signataire à fournir en cas de délégation de signature)
- **Les éléments demandés au paragraphe 2.3 (décision d'habilitation au niveau requis en cours de validité).**

Capacité économique et financière :

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles ;
- bilans ou extraits de bilans, concernant les trois dernières années, des candidats pour lesquels l'établissement des bilans est obligatoire en vertu de la loi ;

Capacité technique et professionnelle :

- présentation d'une **liste des principaux services fournis au cours des trois dernières années**, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les livraisons et les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration du candidat. [Les références](#)

fournies doivent correspondre à des services réellement livrés ou en cours de réalisation (dans ce cas, le candidat précise l'état d'avancement des prestations).

Les références doivent être de taille, de nature et de complexité similaire aux besoins du CEA avec des enjeux équivalents.

Le candidat doit justifier du choix des références présentées dans sa candidature.

Le nombre maximal de références présentées est limité à 7 (quel que soit le nombre de cotraitant ou de sous-traitant). Il est à noter que si la candidature fait mention d'un nombre de référence plus important, seules les 7 premières références seront analysées par le CEA.

- La déclaration du candidat indiquant les **effectifs moyens annuels** du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années ;
- L'indication des **titres d'études et professionnels** du candidat ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de services de même nature que celle du marché ;
- L'indication des techniciens ou des organismes techniques, qu'ils soient ou non intégrés au candidat, en particulier de ceux qui sont responsables du **contrôle de la qualité** ;
- **Les certificats établis par des instituts ou services officiels chargés du contrôle de la qualité** et habilités à attester la conformité des prestations par des références à certaines spécifications techniques. Le CEA acceptera toutefois d'autres preuves de mesures équivalentes de garantie de la qualité produites par les candidats, si ceux-ci n'ont pas accès à ces certificats ou n'ont aucune possibilité de les obtenir dans les délais fixés ;
- **Les certificats de qualification professionnelle** (notamment la certification **intégrateur PANORAMA**) établis par des organismes indépendants. Il est précisé que la preuve de la capacité du candidat peut être apportée par tout moyen de preuve équivalent ainsi que par des certificats équivalents d'organismes établis dans d'autres états membres.

Si le candidat recourt à la sous-traitance, il doit produire les mêmes documents concernant ce sous-traitant. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de ce sous-traitant pour l'exécution du marché, le candidat produit un engagement écrit de ce sous-traitant.

En cas de groupement momentané d'entreprises, tous les membres doivent fournir les éléments demandés ci-dessus.

Les documents suivants seront à produire par les candidats sélectionnés avant l'envoi de l'invitation à soumissionner par le CEA et dans le délai fixé par ce dernier :

- attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que le candidat a satisfait à ses obligations fiscales et sociales ou documents équivalents en cas de candidat étrangers, datant de moins de six mois.

4.2 - Dossier « Offre »

Les candidats admis à soumissionner présentent une offre conforme aux exigences du CEA.

Conformément aux dispositions de l'article R2144-9, 4° du Code de la commande publique, la liste des documents à fournir dans le cadre de l'offre sera transmise uniquement aux candidats admis à soumissionner dans la lettre d'invitation à soumissionner.

ARTICLE 5 - REMISE DES CANDIDATURES

5.1 - Date limite de remise des candidatures

Les **candidatures** des soumissionnaires doivent être remises au plus tard le **25/06/25 avant 16 heures** (délai de rigueur).

Tout dossier de candidature reçu après cette échéance sera écarté d'office

5.2 - Forme de remise des candidatures

5.2.1 - Version dématérialisée

Les soumissionnaires transmettent leur candidature et leur offre via la plateforme de dématérialisation des procédures de passation des marchés du CEA (PLACE) accessible sur l'URL suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>

Les dispositions à suivre sont indiquées dans l'annexe 1 du présent règlement de consultation.

Il est demandé de respecter les formalismes de présentation des fichiers de candidature indiqués aux paragraphes 3.1 et 3.2 de cette annexe 1.

Il est précisé que pour la remise d'une offre via la plateforme de dématérialisation des appels d'offres du CEA, l'offre (au format .ZIP) ne doit pas dépasser 200 Mo après la compression ZIP.

Copie de sauvegarde

Le soumissionnaire peut envoyer parallèlement une copie de sauvegarde des documents qui ont fait l'objet de la transmission électronique soit sur support papier, soit sur support physique électronique.

La copie de sauvegarde devra être remise dans un pli scellé comportant la mention lisible : « Copie de sauvegarde ».

Elle doit être envoyée dans les délais impartis pour la remise des candidatures et des offres à l'adresse suivante :

CEA Grenoble
Service des Marché et Achats
17, rue des Martyrs - 38054 GRENOBLE Cedex 09
A l'attention de Florence LARUE – Pièce 402D

La copie de sauvegarde sera ouverte :

- lorsqu'est détecté un programme informatique malveillant dans les candidatures et les offres transmises par voie dématérialisée.
- lorsque les candidatures et les offres transmises par voie dématérialisée ne sont pas parvenues dans les délais impartis de remise ou bien n'ont pas pu être ouvertes par le CEA (à la condition que la copie de sauvegarde soit arrivée dans les délais de remise).

Rappel :

Les opérateurs économiques ont l'obligation de déposer leurs candidatures et offres par voie électronique sur PLACE, sauf dans les cas prévus par les articles R2132-12 et R2132-13 du Code de la commande publique.

ARTICLE 6 - SELECTION DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES

6.1 - Sélection des candidatures

Le nombre maximal d'opérateurs envisagé est de 5.

Après examen de la conformité administrative du dossier de candidature, le CEA procédera à l'analyse et à la sélection des candidatures conformément aux critères de jugement des candidatures suivants :

La capacité technique et professionnelle décomposée comme suit :

- 40% sur la pertinence et l'adéquation des **références** du candidat avec l'objet et la complexité des prestations (précision des références, attestations de bonne exécution, ...),
- 30% sur **l'aptitude technique** (moyens humains, moyens matériels en adéquation avec l'objet du marché),
- 10% sur la **capacité professionnelle** (certificat de qualification professionnelle et autres documents),
- 10% sur l'organisation en matière d'**assurance qualité**,
- 10% sur la **capacité économique et financière**.

Si le nombre de candidats recevables est supérieur à 5, un classement des candidatures sera effectué selon les critères mentionnés ci-dessus.

6.2 - Critères d'attribution

Conformément aux dispositions de l'article de l'article R2144-9, 5° du Code de la commande publique, des critères d'attribution du marché seront transmis uniquement aux candidats admis à soumissionner dans la lettre d'invitation à soumissionner.

ARTICLE 7 - DOCUMENTS RELATIFS AU RESPECT DE LA REGLEMENTATION FISCALE ET SOCIALE A FOURNIR PAR LES CANDIDATS ADMIS A SOUMMISSIONNER OU PARTICIPER AU DIALOGUE

Conformément à l'article R2144-5 du Code de la commande publique, les candidats retenus par le CEA ne pourront accéder à la phase de consultation et être invités à soumissionner qu'à la condition de transmettre au CEA, conformément aux articles R2143-6, R2143-7 et R2143-9 du Code précité, avant l'envoi de la lettre d'invitation à soumissionner et dans le délai fixé par le CEA, les documents ci-après :

- -les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que le candidat a satisfait à ses obligations fiscales et sociales (Arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution des contrats de la commande publique).

Dans le cas où le candidat retenu ne produirait pas ces documents dans le délai imparti, sa candidature sera écartée sans autre formalité.

ARTICLE 8 - RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour toute(s) précision(s) et/ou renseignement(s) complémentaire(s), le soumissionnaire est prié d'utiliser **la plateforme de dématérialisation des procédures de passation des marchés du CEA (PLACE)**

La plateforme de dématérialisation des procédures de passation des marchés du CEA est accessible sur l'URL suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>

Les dispositions à suivre sont indiquées dans l'annexe 1 du présent règlement de consultation.

La présente consultation est suivie par :

8.1 - Interlocuteurs techniques

M. Taoufik TROUSSI – STIC -Tél. : 04.38.78.14.76 - Email : taoufik.troussi@cea.fr

M. Antoine REVERDY – STIC - Tél. : 04.38.78.16.85 - E-mail : antoine.reverdy@cea.fr

8.2 - Interlocutrices commerciales

Mme Florence LARUE – Service des Marchés et Achats - Tél. : 04.38.78.33.06

Email : florence.larue@cea.fr

Mme Isabelle BOREL - Service des Marchés et Achats – Tél. : 04.38.78.13.36

E-mail : isabelle.borel@cea.fr

ARTICLE 9 - SUIVI DES FOURNISSEURS

Pour assurer le suivi de ses fournisseurs, le CEA dispose d'un outil d'évaluation relative à l'exécution de ses marchés. Dans ce cadre, le CEA peut être amené à réaliser des audits et/ou à demander des plans d'actions correctives à ses fournisseurs.

oooOooo